



Communiqué de presse GA/10262

Assemblée générale

9^e & 10^e séances plénières – matin & après-midi

L'IRAQ LANCE UN APPEL À L'AIDE INTERNATIONALE DEVANT L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

La première semaine du débat général de la cinquante-neuvième session de l'Assemblée générale s'est achevée aujourd'hui par un appel pressant du Premier Ministre de l'Iraq, M. Ayad Allawi, à la communauté internationale pour qu'elle aide son pays à vaincre le terrorisme et à retrouver la stabilité.

« Notre victoire sera votre victoire, comme notre défaite sera la vôtre », a lancé le Premier Ministre iraquien aux délégations des États Membres réunis dans la grande salle de l'Assemblée générale. M. Allawi, qui a dit s'exprimer comme le chef de Gouvernement d'un « État pleinement souverain qui souhaite retrouver sa place dans la communauté des nations », a affirmé que les terroristes et les partisans de l'ancien dictateur Saddam Hussein souhaitaient priver le peuple iraquien de ses rêves de paix et de démocratie.

M. Allawi a assuré que l'Iraq était désormais un « pays de droit, qui respecte les droits de l'homme et les libertés fondamentales » et s'est déclaré confiant dans le respect du calendrier prévoyant des élections générales avant la fin du mois de janvier. Il a souligné que son pays avait besoin de l'aide de la force multinationale, laquelle doit compter sur de nouvelles contributions. L'Iraq serait ainsi mieux équipé pour affronter les terroristes et garantir la sécurité des agences des Nations Unies lorsqu'elles reviendront travailler dans le pays, a-t-il observé.

Par ailleurs, M. Kamal Kharrazi, Ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran, a insisté sur le droit de son pays à utiliser la technologie à des fins pacifiques, précisant que celui-ci était toujours disposé à fournir les assurances de ses intentions pacifiques. Il a en revanche dénoncé Israël dont l'arsenal, « y compris ses armes de destruction massive », et sa « politique d'agression et de terrorisme d'État » constituent, selon lui, la « menace la plus importante pour la paix et la sécurité régionales et mondiales ».

Lors du débat, M. Ahmed Aboul Geit, Ministre des affaires étrangères de l'Égypte, a renouvelé l'appel de son pays à l'organisation d'une conférence internationale sur le terrorisme sous l'égide des Nations Unies. Son homologue mexicain, M. Luis Ernesto Derbez, a, lui, soutenu le concept de la « responsabilité de protéger ». Quand les États ne remplissent pas leur obligation de protection de leur population, la communauté internationale a le devoir de porter assistance aux victimes de graves violations des droits de l'homme, a-t-il expliqué, préconisant, à la lumière des récentes tragédies humanitaires, un débat de l'Assemblée générale sur ce sujet.

Outre les orateurs cités, les chefs d'État de Sao Tomé-et-Principe, de Macédoine, d'Azerbaïdjan et du Cap-Vert; les chefs de gouvernement de Saint-Vincent-et-les Grenadines, des Fidji, de Dominique, de Tuvalu, d'Antigua-et-Barbuda, de Samoa et de Trinité-et-Tobago; les Vice-Premiers Ministres de Bahreïn et du Luxembourg; et les Ministres des affaires étrangères de la République de Corée, de Singapour, de la Norvège, du Liechtenstein, de Sainte-Lucie, du Kazakhstan, du Yémen, de la Belgique, du Venezuela, de la Pologne, de l'Islande, de l'Équateur et de l'Angola ont pris la parole.

Le représentant d'Haïti a exercé son droit de réponse.

L'Assemblée générale poursuivra son débat général, lundi 27 septembre, à 10 heures.

Déclarations

M. FRADIQUE BANDEIRA MELO DE MENEZES, Président de la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe, a regretté que les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme d'action de la Barbade soient mitigés, alors que les petits États insulaires doivent se réunir à Maurice pour faire le point. Il a indiqué que les sujets affectant les petits États insulaires, comme les changements climatiques, les catastrophes naturelles ou la biodiversité ne peuvent être résolus peu à peu que si la communauté internationale augmente son soutien au développement durable. L'existence même de Sao Tomé-et-Principe est menacée par le réchauffement global, a-t-il déploré, expliquant que le territoire de l'île se réduit en raison de la montée du niveau de la mer. En conséquence, le Président a demandé la mise en application du Protocole de Kyoto par tous, pour le bénéfice de tous. M. Melo de Menezes a indiqué qu'en raison des nombreux conflits dont souffrait l'Afrique, les pays de ce continent étaient encore loin d'atteindre les objectifs de paix, de bonne gouvernance, de sécurité et de développement, mais que son pays continuerait à soutenir le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), afin de concrétiser ses objectifs.

Le Président a poursuivi en rappelant que le VIH/sida représentait un défi de taille pour l'Afrique et que l'économie de son pays commençait à en ressentir les effets négatifs. À moins que les ressources et la recherche scientifique ne soient augmentées, a-t-il souligné, tout espoir de progrès est encore lointain. Il a insisté sur le rôle du multilatéralisme, dans le cadre des Nations Unies, seule solution pour préserver un espoir pour la paix et le développement. Il a toutefois appelé à une réforme urgente du Conseil de sécurité, qui doit être élargi à d'autres membres permanents et s'attaquer à la question du droit de veto. Le Président a conclu en affirmant que, suite au coup d'État de 2003, son pays travaillait à la consolidation de la démocratie et la préparation d'une nouvelle ère économique basée sur l'exploitation du pétrole. Il a enfin remercié les Nations Unies, les pays d'Afrique centrale ainsi que l'Union africaine pour leur appui et leurs inlassables efforts lors de ce coup d'État.

M. BRANKO CRVENKOVSKI, Président de la République de Macédoine, a plaidé en faveur d'une réforme du Conseil de sécurité, dont il souhaite voir le nombre de membres permanents et non permanents augmenter, ainsi que d'un renforcement du rôle du Conseil économique et social (ECOSOC), précisant que son pays avait présenté sa candidature à cet organe aux élections qui se tiendront au cours de la présente session de l'Assemblée générale. S'agissant du terrorisme, qui nécessite selon lui une coalition internationale plus forte, dirigée par les Nations Unies, de même qu'une coopération renforcée avec les organisations régionales, notamment celles qui disposent de mécanismes particuliers pour combattre ce mal, M. Crvenkovski a informé l'Assemblée générale que la Macédoine avait signé en mai dernier la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et la Convention internationale pour la répression des attaques terroristes à l'explosif.

Le Président de la Macédoine a en outre affirmé que les relations de bon voisinage constituaient l'une des priorités de la politique étrangère de son pays, celui-ci étant, a-t-il assuré, le promoteur de la coopération régionale en Europe du Sud-Est. Il a ainsi annoncé que la délégation macédonienne proposerait, comme lors des précédentes sessions, l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution sur le bon voisinage, la stabilité et le développement en Europe du Sud-Est. Il s'est en outre dit convaincu que le processus d'intégration accélérée de la région au sein de l'Union européenne et de l'OTAN saperait les menaces existantes aux niveaux national et régional.

M. ILHAM HEYDAR OGLU ALIYEV, Président de la République azerbaïdjanaise, a exhorté les Nations Unies à se pencher sur la « crise humanitaire oubliée » que connaît son pays depuis plus de 10 ans. Rappelant le différend qui oppose l'Azerbaïdjan à l'Arménie concernant la région de Nagorno-Karabakh, M. Aliyev a souligné que plusieurs résolutions du Conseil de sécurité (822, 853, 874 et 884) ont confirmé que ce territoire appartient à l'Azerbaïdjan et ont exigé un retrait complet et immédiat des forces arméniennes d'occupation. Il a cependant constaté que l'Arménie n'avait respecté aucune de ces résolutions, qu'elle continuait à exploiter les ressources naturelles de Nagorno-Karabakh et de sept autres

régions de l'Azerbaïdjan, et qu'elle continuait d'empêcher le retour des populations déplacées, dont le nombre remonte à plus d'un million. L'attitude « passive et silencieuse » de l'ONU et de son Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, ne permettra pas de faire évoluer la situation, puisque l'Arménie essaie de prolonger indéfiniment les négociations afin de placer l'Azerbaïdjan devant le fait accompli.

Pour que les problèmes de ce genre puissent être résolus efficacement, a-t-il poursuivi, la nécessité d'une adaptation de l'Organisation des Nations Unies s'impose, ainsi que la résolution finale de la question de la réforme de l'institution. L'incapacité du Conseil de sécurité à régler les problèmes, et notamment ceux des conflits armés, est selon lui incontestable. Le « nouveau » Conseil de sécurité devra être plus représentatif, plus responsable et plus démocratique. M. Aliyev a également rappelé le besoin d'en optimiser les méthodes de travail afin qu'elles soient plus transparentes et qu'elles puissent lui permettre de répondre plus rapidement aux nouveaux défis, risques et menaces du 21^e siècle. Constatant que le terrorisme était l'une de ces nouvelles menaces, le Président de l'Azerbaïdjan a rappelé les efforts entrepris par son pays, membre actif de la coalition mondiale contre le terrorisme international, afin d'éradiquer ce fléau. Jugeant que « tous les conflits sont liés », il a souligné la prééminence de l'état de droit et de la coopération internationale afin d'atteindre cet objectif.

M. RALPH GONSALVES, Premier Ministre de Saint-Vincent-et-les Grenadines, a relancé l'appel pressant de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) pour conférence internationale des bailleurs de fonds, après les ravages causés par l'ouragan Ivan dans les Caraïbes. Il rappelé que la Grenade, plus proche voisin de Saint-Vincent-et-les Grenadines, avait été totalement dévastée en l'espace de trois heures. Il a souhaité que ce dramatique recul permette d'avancer dans l'intégration caribéenne. Une catastrophe de cette nature plaide tragiquement, a-t-il estimé, en faveur d'un approfondissement de l'intégration caribéenne et d'un traitement spécial et différencié pour les petits États insulaires en développement (PEID). Il a appelé la communauté internationale à prendre des mesures d'urgence contre le réchauffement de la planète et les changements climatiques, à l'occasion de la Conférence internationale de Maurice, en janvier 2005, au cours de laquelle la spécificité des PEID doit être abordée. M. Gonsalves a également fait part de sa préoccupation sur ce qu'il a qualifié d'« interruption du processus démocratique » en Haïti où, a-t-il déclaré, « nous avons vu un chef d'État élu démis de ses fonctions dans des conditions qui ne nous honorent guère ». Il a estimé que son pays devait avoir des preuves incontestables d'avancées démocratiques avant de s'engager aux côtés du « soit disant gouvernement intérimaire » haïtien.

Le Premier Ministre de Saint-Vincent-et-les Grenadines a par ailleurs souligné la « lourde charge » que représente, pour les pays en développement, la participation à la lutte mondiale contre le terrorisme. « Nos obligations internationales nous engagent nécessairement dans cette guerre que nous n'avons pas choisie », a-t-il déclaré. Il a enfin rappelé la nécessité de combattre un « autre terrorisme » : la guerre, la pauvreté, l'analphabétisme et les maladies comme le VIH/sida. Nous ne devons jamais oublier que la faim, qui affecte chaque jour des millions de personnes à travers le monde, est une véritable arme de destruction massive, a-t-il conclu.

M. LAISENIA QARASE, Premier Ministre de la République des Îles Fidji, a déclaré que son pays, dont les troupes et les forces de police prennent part à des opérations onusiennes de maintien de la paix depuis 1978, est en train d'examiner la requête que lui a soumise l'ONU, qui lui demande de l'aider à assurer la sécurité de son personnel en Iraq. Des soldats fidjiens opèrent en ce moment au Libéria, au Sinaï, au Kosovo, au Timor-Leste, aux Îles Salomon, à Bougainville et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, a rappelé le Premier Ministre. À travers le Forum des îles du Pacifique et avec le soutien de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie, a-t-il poursuivi, nous mettons en place un « Plan du Pacifique » mettant en commun nos ressources en vue de renforcer nos intérêts collectifs. Ceci nous permettra de combattre ensemble le terrorisme, et d'améliorer le maintien de l'ordre et nos défenses contre la criminalité internationale et les actes terroristes.

Concernant la coopération internationale, M. Qarase a déclaré que son pays et les États de sa région souhaitait que l'ONU et les autres organisations internationales les aident à recevoir une part plus substantielle des revenus tirés de l'exploitation du thon, dont regorge le milieu de l'océan Pacifique. Plus de 95% de ces ressources sont exploitées par des pays qui ne sont pas limitrophes de cette zone, s'est-il plaint. Fidji se félicite de l'organisation, par l'ONU, de la prochaine Réunion internationale sur les petits États insulaires en développement, qui procèdera à l'évaluation décennale des progrès accomplis dans la

mise en œuvre du Programme d'action de la Barbade. Nous espérons que cette évaluation aboutira à des nouveaux engagements d'aide aux petits États insulaires désavantagés et mettra l'accent sur la nécessité de promouvoir un développement durable, a dit M. Qarase. D'autre part, a-t-il déclaré, cette Réunion devrait de nouveau lancer un appel aux États qui n'ont pas encore signé ou ratifié le Protocole de Kyoto pour qu'ils le fassent. Concernant les questions touchant à la réforme de l'ONU, le Premier Ministre de Fidji a annoncé que son pays soutenait l'entrée du Japon, de l'Inde, de l'Afrique du Sud et du Brésil comme membres permanents du Conseil de sécurité.

M. ROOSEVELT SKERRIT, Premier Ministre et Ministre des finances et des affaires des Caraïbes du Commonwealth de Dominique, a fait observer que, dans les six dernières années, son pays avait connu des secousses, émanations de traités multilatéraux dans lesquels il n'avait que très peu contribué. Ainsi, un jugement de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a détruit l'industrie de la banane, épine dorsale de l'économie de l'île. De même, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) a publié une « liste noire » qui a eu des effets négatifs sur le secteur de la banque offshore dans le pays. Le Premier Ministre a souhaité que la participation de pays comme le sien dans la formulation de ces traités soit réelle et non une simple formalité. Rappelant qu'en ce moment même, les Caraïbes et certaines parties de l'Amérique du Nord étaient dévastées par des ouragans, il a souhaité la mise en place, sous l'égide des Nations Unies, d'un Fonds d'assurance pour les pays risquant d'être touchés par une catastrophe naturelle afin de réhabiliter leur économie rapidement. M. Skerrit a par ailleurs souligné qu'en mars 2004, la Dominique a choisi de se conformer à la résolution 2758 de 1971 en établissant des relations diplomatiques avec la République populaire de Chine.

M. MAATIA TOAFA, Premier Ministre par intérim et Ministre des affaires étrangères de Tuvalu, a plaidé pour la réforme des Nations Unies afin que l'Organisation reflète plus adéquatement le monde actuel. Il a indiqué que son pays encourageait l'augmentation du nombre de membres du Conseil de sécurité, tant permanents que non permanents. Estimant que l'élargissement du Conseil de sécurité devait être basé sur la contribution des différents pays à la paix et au développement, il a exprimé son soutien à l'égard de la candidature du Japon à un siège de membre permanent. Le Premier Ministre par intérim de Tuvalu a également souligné le besoin vital d'assurer une meilleure représentation aux pays en développement parmi les membres non permanents.

Rappelant la vulnérabilité des petits États insulaires en développement -dont fait partie Tuvalu- face au changement climatique et à la mondialisation, M. Toafa a estimé que ces États devaient sortir de leur isolement afin d'assurer leur développement économique et social, et a exhorté la communauté internationale à favoriser cette démarginalisation. Il a également souligné que Tuvalu, situé à trois mètres à peine du niveau de la mer, vivait dans la peur constante de la montée des eaux, corollaire du changement climatique. Il a donc enjoint la communauté internationale à atténuer ses émissions de gaz à effet de serre, et a estimé que le Protocole de Kyoto constituait une étape importante dans ce sens.

M. WINSTON BALDWIN SPENCER, Premier Ministre et Ministre du travail d'Antigua-et-Barbuda, a déclaré que l'une des missions fondamentales des Nations Unies était d'assister les États Membres les plus faibles, pour leur permettre de rester maîtres de leur destin. L'ONU a fait ce qu'elle pouvait pour s'acquitter de ce mandat, a dit M. Spencer. Mais les petits États des Caraïbes sont devenus des victimes de la mondialisation et du nouvel ordre économique international, dont ils ne bénéficient pas, a-t-il poursuivi, en notant que ce constat figurait dans la Déclaration du Millénaire. Cette Déclaration reconnaît que la dignité humaine, l'égalité entre les hommes et l'équité doivent être promues au niveau mondial, a fait remarquer le Premier Ministre. Cependant, la réalité à laquelle nous faisons face est bien loin de ce vœu, les points de vue de la majorité des États Membres étant mis en minorité par ceux des cinq membres permanents du Conseil de sécurité. L'ONU n'est pas un facteur majeur dans la définition de l'ordre économique et des règles commerciales du 21^{ème} siècle, qui relève d'organisations comme l'OMC, l'OCDE, le FMI et la Banque mondiale, a regretté M. Spencer. Ces institutions, a-t-il estimé, ne sont pas sensibles aux besoins particuliers des petits États des Caraïbes, comme la Grenade et Haïti, qui viennent d'être dévastés par des ouragans. Nous exhortons tous les États Membres à porter secours à ces deux pays, où les conditions de vie sont semblables à celles que l'on rencontre dans une zone de guerre, a dit M. Spencer. L lançant un autre appel à l'Assemblée, il lui a demandé de faire pression sur les pays riches et sur certaines agences pour qu'il soit mis fin au processus de graduation, qui selon lui, punit les pays pauvres qui font des progrès en les excluant de la liste des PMA, les privant ainsi d'aide et de soutien technique.

M. MOHAMMED BIN MUBARAK AL-KHALIFA, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de Bahreïn, a déclaré que le processus de réforme et de démocratisation avait progressé à grands pas dans son pays. Bahreïn a vite avancé vers l'édification de la démocratie et une participation politique plus large depuis l'adoption par son peuple, le 14 février 2001, de la Charte d'action nationale, et les élections parlementaires de 2002. Le Vice-Premier Ministre de Bahreïn a par ailleurs appelé le Quatuor (États-Unis, Fédération de Russie, Union européenne et ONU) à reprendre le plus tôt possible ses travaux pour poursuivre le processus de paix dans le conflit israélo-palestinien et à demander au Gouvernement d'Israël de respecter ses obligations découlant du plan de paix tel que défini dans la Feuille de route. La sécurité et la stabilité dans le Golfe arabo-persique constituant selon lui une importante source de préoccupation, il a appelé la République islamique d'Iran à entreprendre de sérieux efforts pour résoudre par des négociations bilatérales et des moyens pacifiques le problème de Greater Tunb, Lesser Tunb et Abu Musa, trois îles qui, a-t-il dit, appartiennent aux Émirats Arabes Unis. Il a en outre demandé au Conseil de sécurité d'accorder au Gouvernement du Soudan le temps suffisant pour régler le conflit et la crise humanitaire dans la région du Darfour et d'offrir l'assistance financière nécessaire pour l'aider à mettre un terme à cette tragédie.

M. BAN KI-MOON, Ministre des affaires étrangères et du commerce de la République de Corée, a estimé que la résolution de la question nucléaire de la Corée du Nord était une priorité. Rappelant que son Gouvernement était activement impliqué dans les « Pourparlers des Six », M. Ban a affirmé qu'une issue pacifique à ce problème faciliterait les relations diplomatiques avec la Corée du Nord et lui permettrait de devenir un membre actif de la communauté internationale. Il a également réaffirmé que son pays n'envisageait pas de posséder des armes nucléaires et a souligné l'importance qu'accordait son Gouvernement à la problématique de la prolifération des armes de destruction massive, importance que la résurgence du terrorisme avait encore accru. La communauté internationale, a-t-il estimé, ne doit jamais céder aux demandes des terroristes, rappelant que la République de Corée n'avait pas été épargnée par ce fléau, un de ses ressortissants ayant été exécuté en Iraq. M. Ban a également indiqué que son pays allait y envoyer 3 600 militaires supplémentaires et s'était engagé à dépenser 260 millions de dollars pour soutenir l'effort de reconstruction iraquien. Par ailleurs, M. Ban a estimé que les Nations Unies devaient poursuivre leur réforme en augmentant notamment le nombre de membres du Conseil de sécurité, tant permanents que non permanents. Cet élargissement devrait garantir au Conseil une représentation géographique plus équitable, a-t-il ajouté.

M. GEORGE YEO, Ministre des affaires étrangères de Singapour, a estimé que la guerre contre le terrorisme nécessitait une mobilisation générale et une coopération mondiale. Il est également important, a-t-il souligné, de chercher à comprendre pourquoi les terroristes sont prêts à sacrifier leur propre vie pour prendre la vie des autres, et notamment celle d'enfants innocents. Une compétition économique débridée peut également conduire aux pires injustices, a-t-il ajouté, estimant que les êtres humains avaient besoin de règles pour fixer des limites à leur rivalité dans les domaines politique et économique. Ces règles, incarnées selon lui par les Nations Unies et par l'Organisation mondiale du commerce, n'ont pas pour objectif d'étouffer l'esprit de compétition, qui est dans la nature humaine, mais de le canaliser pour en faire ressortir le côté positif. M. Yeo s'est par ailleurs inquiété de la détérioration des relations dans le détroit de Taiwan. « Les poussées indépendantistes de certains groupes à Taiwan sont particulièrement dangereuses, a-t-il déclaré, parce qu'elles conduiraient à une guerre avec la Chine continentale ». « C'est la stabilité de toute la région Asie-Pacifique qui est en jeu », a-t-il poursuivi, estimant que la communauté internationale avait tout intérêt à promouvoir une solution pacifique, fondée sur la position « une seule Chine », adoptée par les Nations Unies en 1971.

M. KAMAL KHARRAZI, Ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran, a condamné vigoureusement le terrorisme sous toutes ses formes et ses manifestations. L'Iran, a-t-il dit, est engagé fermement dans la lutte contre le terrorisme, preuve en est, selon lui, l'arrestation d'un grand nombre de membres d'Al-Qaïda. Dénonçant le militarisme débridé, il a jugé illicite l'attaque contre l'Iraq. En Iran, nous avons grandement bénéficié du départ du pouvoir en Iraq de Saddam Hussein, a-t-il souligné, précisant que beaucoup d'Iraniens étaient heureux de voir l'assassin de leurs fils derrière les barreaux. Cependant, le Ministre iranien des affaires étrangères a ajouté que la communauté internationale avait démontré qu'elle ne célébrait pas la réalisation de ce but désiré obtenu par des moyens illégaux, en glorifiant la puissance militaire et en se précipitant vers l'usage de la force sans l'accord des Nations Unies. Il a indiqué que son pays condamnait tous les actes de violence et de terrorisme en Iraq et

accueillait avec satisfaction la formation et les actions du Gouvernement iraquien de transition, une étape positive, selon lui, vers le rétablissement de la souveraineté du peuple iraquien.

M. Kharrazi a en outre estimé que la prolifération des armes de destruction massive exigeait une action résolue de la part de la communauté internationale. Les instruments internationaux pertinents doivent réellement devenir universels et les droits et les obligations de tous doivent être scrupuleusement appliqués, a-t-il dit. L'accès à la technologie à des fins pacifiques constitue le seul véritable encouragement pour l'universalité de ces instruments, a-t-il affirmé, assurant que l'Iran avait toujours été prêt à contribuer activement à cet effort mondial. L'Iran insiste sur son droit à utiliser la technologie à des fins pacifiques, a-t-il déclaré, précisant que son pays était disposé à fournir les assurances de ses intentions pacifiques. Selon lui, tous les pays de la région et au-delà sont unanimes à considérer que l'arsenal israélien, y compris ses armes de destruction massive, ainsi que sa politique d'agression et de terrorisme d'État constituent la menace la plus importante pour la paix et la sécurité régionales et mondiales. Israël ne peut pas dissimuler ces faits derrière un écran de fumée, a-t-il dit. S'agissant du conflit israélo-palestinien, il a affirmé que le monde était le témoin, avec regret et inquiétude, de la politique israélienne d'occupation et d'agression contre le peuple palestinien. Il a estimé qu'une paix durable serait possible en Palestine seulement si elle était fondée sur la justice et la fin de l'occupation des terres palestiniennes, le rétablissement des droits inaliénables du peuple palestinien, le retour dans la mère patrie des Palestiniens de la diaspora, la participation de tous à un processus démocratique et l'édification d'un État Palestinien avec Jérusalem comme capitale.

M. PEDRO VERONA RODRIGUES PIRES, Président de la République du Cap-Vert, a lancé un appel en faveur des petits États insulaires (PEI) qui méritent une attention particulière de la communauté internationale du fait de leurs fragilités économique, sociale et économique. Grâce à leurs spécificités, les PEI constituent souvent, a-t-il ajouté, un patrimoine unique de l'humanité. M. Rodrigues Pires a par ailleurs estimé que le temps était venu de dépasser le concept de Clausewitz, selon lequel la guerre est la poursuite de la politique par d'autres moyens. « La guerre ne saurait être une fatalité », a-t-il affirmé, rejetant aussi bien la guerre que le terrorisme comme mode de résolution des conflits. Appelant les États Membres à parier sur le succès du combat contre la faim et la pauvreté, il s'est dit convaincu que le combat aurait des résultats positifs indiscutables. Cela favoriserait la cohésion de la famille humaine, renforcerait les droits de l'homme, améliorerait la sécurité internationale et réduirait les migrations, a-t-il expliqué.

Le Président du Cap-Vert a lancé un appel pressant à la solidarité internationale pour lutter contre le VIH/sida. « Je crois que l'humanité dispose des ressources et des potentialités » pour éliminer la maladie, a-t-il déclaré. Il a par ailleurs salué l'engagement des États africains dans la résolution des conflits. Mais, a-t-il prévenu, la volonté politique ne suffit pas. Il a jugé indispensable une contribution en ressources de la communauté internationale. Saluant « le vaste mouvement de démocratisation » en cours, il a estimé que la simple démocratie politique n'était pas suffisante, si elle ne garantissait pas au citoyen décence et dignité. Il a également souhaité une démocratisation des relations internationales. M. Rodrigues Pires a apporté son soutien à une réforme des Nations Unies. Il a conclu en reprenant le vœu formulé cette année par le Pape Jean-Paul II: « Il convient que l'Organisation des Nations Unies s'élève toujours plus, du stade d'une froide institution de type administratif à celui de centre moral, où toutes les nations du monde se sentent chez elle ».

M. TUILA'EPA SAILELE MALIELEGAOI, Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères et du commerce de Samoa, a déclaré que le Forum des Îles du Pacifique, dont Samoa a accueilli le mois dernier le Sommet annuel, cherche à aider les gouvernements de la région à se rétablir à l'issue de crises ou conflits nationaux. Avec l'aide de l'ONU, la Mission régionale d'assistance aux Îles Salomon a obtenu des résultats positifs et le soutien du Forum à la Mission va continuer, a affirmé le Premier Ministre. De même, la paix a été rétablie à Bougainville où des élections en vue de la formation d'un gouvernement autonome seront organisées d'ici à la fin de l'année. Plusieurs îles du Pacifique contribuent en outre aux opérations de maintien de la paix ailleurs dans le monde, a ajouté le chef du Gouvernement. Samoa fournit ainsi des policiers aux missions au Libéria et au Timor-Leste, a-t-il précisé. Le Forum des îles du Pacifique cherche par ailleurs à faire progresser la cause de la non-prolifération nucléaire et Samoa appelle une nouvelle fois les États-Unis à ratifier les protocoles au Traité de dénucléarisation du Pacifique-Sud.

Les petites îles en développement telles que Samoa ont des besoins spécifiques bien reflétés dans le Programme d'action de la Barbade adopté voilà 10 ans, a déclaré le Premier Ministre. Malheureusement, malgré les engagements, les résultats n'ont toujours pas abouti. Le Premier Ministre a souhaité que l'examen approfondi du Programme d'action, qui aura lieu en janvier prochain à l'Île Maurice, permettra à la communauté internationale de concrétiser ses engagements en fournissant aux petits États insulaires en développement les ressources nécessaires pour leur permettre de faire face à leurs défis spécifiques, tels que leur vulnérabilité face aux cyclones.

M. PATRICK MANNING, Premier Ministre de la République de Trinité-et-Tobago, a souligné la vulnérabilité des États des Caraïbes dans un contexte mondial caractérisé par de rapides changements économiques, sociaux et climatiques. Expliquant qu'une politique macroéconomique judicieuse et une gestion prudente de ses ressources -le gaz naturel et le pétrole principalement- avaient permis à Trinité-et-Tobago de connaître un développement social et économique appréciable lors des 10 dernières années, M. Manning a estimé que la croissance de son pays était indissociable de celle des autres États des Caraïbes. Attirant l'attention sur le manque d'intérêt dont les pays des Caraïbes étaient parfois victimes, le Premier Ministre a estimé qu'une mondialisation plus équitable et des accords commerciaux plus souples, pourront leur permettre d'éradiquer la pauvreté, l'une des priorités des Objectifs du Millénaire pour le développement. À l'isolement économique dont pâtissent les États des Caraïbes s'ajoutent les catastrophes naturelles qui ont frappé la région ces derniers jours, a fait également remarquer M. Manning. Citant l'étendue des dégâts causés par les cyclones Jeanne, Ivan et Frances, il a exhorté la communauté internationale à se mobiliser afin de venir en aide aux victimes de ces catastrophes.

M. AYAD ALLAWI, Premier Ministre de la République d'Iraq, a déclaré qu'il prenait la parole à la tribune de l'Assemblée générale comme le chef de Gouvernement d'un État pleinement souverain qui souhaite retrouver sa place dans la communauté des nations. L'Iraq, trop longtemps isolé, doit de nouveau se joindre à la communauté des nations, a-t-il insisté. Selon lui, le régime oppressif de Saddam Hussein a jeté une véritable ombre sur le pays. Depuis son départ, le pays est beaucoup plus sûr, a-t-il souligné, évoquant la nouvelle vision pour la paix et la démocratie du peuple iraquien. Mais les terroristes et les partisans de Saddam Hussein souhaitent mettre un terme à ce rêve, a ajouté M. Allawi, qui a appelé solennellement la communauté internationale dans son ensemble à aider l'Iraq à vaincre le terrorisme. M. Allawi a affirmé que le régime de Saddam Hussein avait tué des centaines de milliers de citoyens iraqiens, et que des milliers d'autres avaient dû s'exiler après s'être vu privés des droits de l'homme fondamentaux. Nous avons découvert 232 charniers et nous continuons à en découvrir jour après jour, a-t-il indiqué, ajoutant que le régime de Saddam Hussein était corrompu et sans pitié et ne respectait pas la vie.

L'Iraq est maintenant un pays de droit, qui respecte les droits de l'homme et les libertés fondamentales, a-t-il en outre déclaré. M. Allawi a assuré que le calendrier électoral prévoyant des élections avant la fin du mois de janvier serait respecté. Il a émis le vœu que tous les Iraquiens participent à ce scrutin. Selon le Premier Ministre iraquien, il existe une minorité qui souhaite priver les Iraquiens de leur rêve démocratique. Ces personnes, comme tous les terroristes du monde, haïssent la démocratie et la paix, a-t-il poursuivi, notant qu'ils étaient secondés par des étrangers qui les aidaient à entrer sur le territoire iraquien. Selon M. Allawi, vaincre le terrorisme et traduire les terroristes devant les tribunaux constitue la principale priorité de son Gouvernement. Nous avons besoin de votre aide et de celle de nos voisins afin d'atteindre la stabilité et la sécurité en Iraq, a-t-il lancé devant les délégations. Nous savons que certains d'entre-vous étaient hostiles à la guerre, a-t-il ajouté, mais cela ne signifie pas que vous ne deviez pas mettre en place des relations de coopération. Il faut que la communauté internationale aide ce Gouvernement pour que ce Gouvernement réponde aux aspirations du peuple iraquien, et que celles-ci deviennent réalité après des décennies de souffrances, a-t-il souligné.

M. Allawi, après avoir évoqué la mise en place d'un dialogue fructueux avec l'Union européenne, a annoncé que l'OTAN avait accepté d'aider l'Iraq dans le cadre de la force de sécurité. Il faut faire en sorte que nos frontières nationales soient plus sûres afin de mettre fin aux infiltrations des terroristes sur notre territoire, a-t-il affirmé, demandant de nouveau une aide immédiate des pays amis de la paix. Il a déclaré que son pays avait besoin de l'aide de la force multinationale et a souhaité que davantage de pays s'y joignent. L'Iraq sera ainsi mieux équipé pour faire face aux terroristes et assurer la sécurité des agences des Nations Unies lorsqu'elles reviendront travailler dans le pays, a-t-il observé. M. Allawi a également sollicité l'aide financière internationale pour faire face à la dette extérieure de l'Iraq, un fardeau injuste qui pèse sur le peuple iraquien, dû, selon lui, au régime précédent qui a pillé les ressources nationales et aidé le

terrorisme. Il a remercié tous les pays qui ont décidé d'annuler cette dette et a appelé les autres à les imiter. Sans votre aide, a-t-il dit, il ne sera pas possible d'attirer les investissements étrangers. Il a en outre sollicité le soutien des Nations Unies pour aider le pays à mettre en place un tribunal chargé de juger les criminels de l'ancien régime, pour que l'Iraq puisse se débarrasser des fantômes du passé, a-t-il précisé. Il a lancé un appel aux Nations Unies pour qu'elles redoublent d'efforts dans la lutte contre le terrorisme. Il faut une véritable volonté et énoncer de nouvelles idées, a-t-il affirmé, le terrorisme étant à ses yeux une maladie qui se propage dans le monde entier. Notre victoire sera votre victoire, comme notre défaite sera la vôtre, a-t-il dit.

M. JEAN ASSELBORN, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères et de l'immigration du Luxembourg, a rappelé que son pays entend contribuer activement au chantier du renouveau du multilatéralisme dans le cadre de la session qui s'ouvre, notamment au titre de la présidence du Conseil de l'Union européenne que le Luxembourg assumera à partir du 1^{er} janvier 2005. Déclarant souscrire pleinement au discours du Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas qui a parlé au nom de l'Union européenne, M. Asselborn a abordé trois thèmes principaux. S'agissant du maintien de la paix et de la sécurité, il a souligné l'importance d'un ordre international fondé sur la règle de droit et des institutions communes fortes et efficaces. Il a insisté sur la voie de la négociation qui est la seule envisageable dans le conflit israélo-palestinien, avec la « Feuille de route » comme moyen de parvenir à la coexistence des deux États. En ce qui concerne l'Iraq, il espère que les Nations Unies pourront jouer le rôle qui leur revient, en particulier dans la préparation des élections, l'assistance humanitaire et la reconstruction. Dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, le Ministre a évoqué le récent rapport de l'Équipe d'appui analytique du Comité 1267 qui rappelle que beaucoup reste à faire. Il a aussi souhaité que des éclaircissements soient fournis sur le sujet de la prolifération des armes de destruction massive, dans les dossiers de l'Iran et de la Corée du Nord. Quant aux opérations du maintien de la paix, M. Asselborn a indiqué que son pays contribue aux contingents militaires de la KFOR au Kosovo et de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) en Afghanistan.

Sur la question du développement, le Ministre des affaires étrangères a déclaré que le Luxembourg est prêt à assumer sa part dans l'effort de solidarité internationale, ayant comme objectif de faire passer la part de Revenu national brut consacrée à l'aide publique au développement de 0,81% à 1%. Par ailleurs, une gestion ordonnée des flux migratoires doit être coordonnée, selon lui, avec une action déterminée contre la criminalité qui en est le corollaire. La dimension du développement doit garder la position centrale qui est la sienne, a-t-il insisté. Il a mis l'accent sur le Sommet des chefs d'État et de gouvernement qui aura lieu en septembre 2005, qui doit se tenir dans un état d'esprit d'action multilatérale d'une communauté internationale ressoudé autour d'objectifs communs. S'agissant de la réforme des Nations Unies, M. Asselborn a parlé d'une « mise à niveau » du système onusien qui doit se traduire par un renforcement réel des instruments d'analyse, de décision et d'action. Il a aussi salué les progrès importants déjà faits au cours de la cinquante-huitième session de l'Assemblée générale et s'est prononcé en faveur de la réforme du Conseil de sécurité et de la consolidation de la Cour pénale internationale. Le Ministre a conclu que le choix du multilatéralisme est un choix exigeant qui demande une remise en question des certitudes d'antan.

M. AHMED ABOUL GEIT, Ministre des affaires étrangères de l'Égypte, a renouvelé l'appel de son pays à l'organisation d'une conférence internationale sur le terrorisme sous l'égide des Nations Unies. Il a proposé que l'Assemblée générale mette en place un groupe de travail chargé de réfléchir aux moyens d'améliorer l'efficacité de l'ONU dans la lutte anti-terroriste. Ce groupe de travail pourrait être accompagné, a-t-il précisé, de réunions préparatoires au niveau régional et pourrait conduire à l'adoption, lors d'un sommet international, d'une convention cadre de lutte contre le terrorisme.

À propos du Moyen-Orient, M. Aboul Gheit a estimé que les armes nucléaires constituaient la principale menace pour la région. Il regrette que la communauté internationale continue à envisager de manière « sélective » la question des armes de destruction massive, en fermant les yeux sur l'accumulation des capacités nucléaires par l'une des parties de la région. Cette politique de deux poids deux mesures non seulement aggrave le risque de prolifération nucléaire et affaiblit le régime internationale de non prolifération, a-t-il estimé, mais contribue également à alimenter la tension au Moyen-Orient. Le Ministre des affaires étrangères de l'Égypte s'est étonné du « silence inexplicable » de la communauté internationale face à ce qu'il estime être des « agressions quotidiennes » contre le peuple palestinien. Il a jugé que le mur de séparation, dont Israël poursuit la construction en dépit de l'avis consultatif de la Cour internationale de

Justice, avait pour véritable objectif d'acquérir plus de terres palestiniennes. La proposition israélienne de retrait de la bande de Gaza peut contribuer à remettre le processus de paix, a-t-il dit, à condition que ce retrait soit total et entre dans le cadre de la Feuille de route. À propos de l'Iraq, il s'est demandé à qui profitait la destruction d'un pays aussi ancien et il a souhaité que les Nations Unies jouent un rôle clef dans sa reconstruction. Il a reconnu la nécessité de faire face à la tragédie humanitaire du Darfour. Mais il s'est demandé s'il était inévitable pour cela de « piétiner la souveraineté nationale du Soudan ». Les affaires du Soudan sont par nature complexes, a-t-il déclaré, en exhortant la communauté internationale à s'abstenir de rejeter la responsabilité de la situation sur l'une ou l'autre partie. M. Aboul Gheit a enfin estimé que l'Égypte disposait de tous les atouts pour devenir membre permanent du Conseil de sécurité.

M. JAN PETERSEN, Ministre des affaires étrangères de la Norvège, a déclaré que la communauté internationale et les Nations Unies doivent aider au processus de paix et de stabilisation en Iraq, tout en ajoutant que les démocraties concrètes et les institutions constitutionnelles ne peuvent être créées par les Nations Unies: elles ne peuvent l'être que par les Iraquiens eux-mêmes. En Afghanistan, il ne pourra y avoir de progrès sans sécurité, ni sécurité sans progrès. Le processus politique menant aux élections est un élément crucial de la stabilité en Iraq et les Nations Unies doivent continuer de jouer un rôle important, a estimé le Ministre. En sa qualité de Président du Comité *ad hoc* de liaison pour l'assistance aux Palestiniens, M. Petersen a rappelé qu'un bon fonctionnement de l'Autorité palestinienne est fondamental pour parvenir à une solution pacifique au conflit israélo-palestinien, alors que la situation, actuellement, ne cesse d'empirer. Le Ministre s'est dit encouragé par la volonté affirmée de la communauté internationale d'aider au processus de retrait de Gaza. Toutefois, des questions clefs restent en suspens et il est essentiel que le retrait se fasse de manière à permettre une normalisation de l'économie palestinienne. La Norvège, a rappelé le Ministre, accueillera avant la fin de l'année une conférence de donateurs et demande aux États Membres d'apporter leur soutien à l'Autorité palestinienne.

De l'avis de M. Petersen, la crise au Darfour rend encore plus nécessaire la conclusion rapide d'un accord de paix général entre le Gouvernement soudanais et le SPLA au Sud-Soudan. Il a par ailleurs estimé que, si le ciblage des travailleurs humanitaires est absolument inacceptable, il faut toutefois éviter que des règles de sécurité trop strictes n'éloignent les employés de l'ONU des populations assistées, ce qui leur fait perdre de leur efficacité, de leur légitimité et de leur soutien local. En outre, le système de sécurité collective doit être réformé, a ajouté M. Petersen, qui a remarqué que cela soulève la question délicate de l'élargissement du Conseil de sécurité. Il faudra aussi mettre en place des mécanismes institutionnels pour veiller à un partenariat efficace et à la répartition des fardeaux financiers entre les Nations Unies et les organisations régionales, a-t-il préconisé. Pour lui, il est notamment essentiel de renforcer les capacités africaines de maintien et de rétablissement de la paix, ce à quoi la Norvège contribue depuis 10 ans par le biais de son Programme de formation pour la paix en Afrique australe. Le Ministre a enfin souligné que chacun doit prendre sa part dans la coopération internationale. S'il s'est félicité de l'accord obtenu à Genève dans le cadre des négociations du cycle de Doha de l'OMC, il a regretté que certains pays n'aient pas encore adhéré au Protocole de Kyoto qui, selon M. Petersen, ne représente pourtant qu'un premier pas dans la lutte contre le changement climatique, un des plus graves défis mondiaux de notre temps. La communauté internationale, et particulièrement les principaux émetteurs de gaz à effet de serre, doit prendre des engagements beaucoup plus ambitieux, a affirmé M. Petersen, qui a rappelé que la région de l'Arctique subit déjà les effets du changement climatique, avec un réchauffement sensiblement supérieur à la moyenne.

M. ERNST WALCH, Ministre des affaires étrangères du Liechtenstein, a plaidé pour une réforme en profondeur des Nations Unies, qui sont actuellement confrontées à des « défis sans précédent ». Rappelant que le passé récent avait terni l'image de marque de l'Organisation et en avait remis en cause la crédibilité, il a jugé qu'une analyse en profondeur de ces nouveaux défis était obligatoire afin de pouvoir y répondre plus efficacement. Dans cet ordre d'idées, M. Walch a estimé que l'élargissement du Conseil de sécurité, afin d'en accroître la représentativité, constituerait une étape importante, mais pas suffisante.

En effet, il n'est pas logique, a-t-il poursuivi, qu'au sein d'une organisation universelle, des décisions majeures dans un domaine aussi vital puissent être prises par seulement « une poignée d'États ». Remarquant qu'en vertu de la Charte, le Conseil agissait au nom de tous les pays membres, le Ministre des affaires étrangères du Liechtenstein a estimé que tous les États devraient avoir l'occasion d'interagir avec le Conseil, qu'ils en soient membres ou pas. M. Walch a également affirmé que le Conseil de sécurité avait besoin d'un système de contrôle adéquat, rôle qui devrait incomber à une Assemblée générale revitalisée,

« le seul organe universel des Nations Unies ». L'Assemblée générale devra pour sa part laisser derrière elle sa léthargie et les intérêts nationaux qui s'y expriment afin d'accomplir les tâches historiques qui l'attendent.

M. JULIAN HUNTE, Ministre des affaires étrangères de Sainte-Lucie, félicitant son successeur le nouveau président de l'Assemblée générale, a indiqué que sa présidence lui a donné une meilleure perception de la multitude de tâches à accomplir au service des Nations Unies. L'ONU traverse une période d'interrogations quant à sa capacité et sa pertinence, a-t-il estimé, les doutes s'intensifiant avec le fait que certains États puissants suivent le chemin d'action unilatérale. Il a rappelé que la Charte des Nations Unies exige la recherche coopérative de solutions aux problèmes économiques, un effort qui s'accomplit actuellement dans le cadre de la mondialisation et des libres échanges commerciaux. Or, ce cadre, a-t-il noté, tend à favoriser économiquement les états développés tout en manquant de remplir son engagement vis-à-vis d'autres états, pour la plupart en voie de développement. Les iniquités actuelles du système d'échanges mondial creusent donc le fossé entre les riches et les pauvres, a-t-il conclu. De son avis, l'ONU a un rôle de chef de file à jouer pour rendre plus cohérent le débat et les politiques sur ces questions.

Abordant le thème des petits États insulaires en développement, il a renouvelé son appel aux Nations Unies et à la communauté internationale de promouvoir le développement durable de ces États. Il a évoqué la mort et la destruction qui ont frappé la région des Caraïbes, citant les pertes en vies humaines de La Grenade, de la Jamaïque et de Haïti, sans compter la destruction de 90% des infrastructures à La Grenade. Ce pays doit pratiquement repartir de zéro, ce qui requiert à son avis la convocation d'une conférence internationale de donateurs. M. Hunte a appelé tous les États à participer à la réunion de haut niveau qui doit avoir lieu à Maurice en janvier 2005 sur le thème Plan d'action de la Barbade en faveur des petits États insulaires: la Barbade + 10. Il a exhorté les pays qui s'étaient engagés à participer financièrement à l'exécution du Plan d'action de la Barbade à respecter leurs engagements. M. Hunte s'est aussi exprimé sur la question vitale du VIH/sida et sur la pauvreté, considérant qu'il fallait agir immédiatement pour arriver à traiter de ces problèmes avec plus de succès. Quant à la paix et à la sécurité, il a estimé que ces objectifs étaient impossibles à atteindre sans le développement, et vice-versa. En ce qui concerne le terrorisme, M. Hunte a considéré que, vu l'impact de celui-ci, la solution doit être mondiale. Sur le thème de la revitalisation de l'ONU, il s'est prononcé en faveur de l'élargissement de la composition du Conseil de sécurité.

M. KASSYMZHOMART TOKAEV, Ministre des affaires étrangères du Kazakhstan, a déclaré que son pays, l'une des rares puissances nucléaires à avoir volontairement renoncé à ce type d'armement, demeurait préoccupé par l'état actuel du Traité de non-prolifération nucléaire. Cet important Traité a été sérieusement érodé à cause des actions destructrices d'un certain nombre d'États connus, a-t-il dit, jugeant très importante la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale. M. Tokaev s'est en outre déclaré gravement préoccupé par le sort de la mer d'Aral. La détérioration ininterrompue de l'environnement de la région affecte sérieusement la santé et les moyens de subsistance de la population, a-t-il souligné, précisant que la situation dans cette région avait pris des dimensions mondiales. Le sel contenu dans les fonds marins est depuis longtemps présent dans l'air en Europe, en Asie et même au pôle Nord, a-t-il affirmé. Qualifiant de sporadique l'assistance technique et l'aide financière apportées à la population de la région qui souffre depuis longtemps de ce désastre écologique, le Ministre du Kazakhstan a estimé qu'une résolution de l'Assemblée générale était depuis longtemps nécessaire.

M. FELIPE PEREZ ROQUE, Ministre des relations extérieures de Cuba, a indiqué participer au débat général tout en sachant d'avance que le cri des pays en développement réclamant la justice et la paix tombera de nouveau dans les oreilles de sourds. Il a développé sa déclaration autour de ce qu'il a appelé des vérités. La première est, selon le Ministre, que l'Organisation des Nations Unies n'existe plus depuis l'agression contre l'Iraq. En deuxième lieu, il a considéré que les troupes nord-américaines devront se retirer de l'Iraq. S'agissant de l'ONU, M. Perez Roque a considéré qu'aucune réforme valide, réelle et utile n'est possible pour le moment. Il a ainsi estimé que le Conseil de sécurité ne pourra pas être démocratisé comme de besoin ni élargi par l'entrée de pays du tiers-monde, que l'Assemblée générale continuera d'être ignorée et que les Nations Unies continueront de fonctionner au gré des intérêts qu'impose « la superpuissance et ses alliés ». Les puissants complotent pour nous diviser, a ajouté le Ministre, appelant les plus de cent trente pays en développement à édifier un front commun pour défendre les intérêts de leurs peuples. Il a ensuite affirmé que les Objectifs du Millénaire pour le développement ne seront pas atteints,

en argumentant avec des chiffres. Il a ainsi cité les exemples de la pauvreté qui augmente, de l'enseignement qui n'est pas généralisé et de la mortalité infantile dont la réduction est symbolique.

Le Ministre a ensuite critiqué les pays créanciers et les organismes financiers internationaux qui ne cherchent pas, selon lui, de solution juste et durable à la dette extérieure. Il considère aussi que ce sont les pays en développement qui financent le gaspillage et l'opulence des pays développés. En ce qui concerne la lutte contre le terrorisme, il estime qu'elle ne peut se faire que par la coopération entre toutes les nations et dans le respect du droit international, et non par des bombardements massifs ou par des guerres préventives contre « les trous perdus » du monde. M. Perez Roque a aussi déclaré que le désarmement général est impossible aujourd'hui, à cause de certains pays développés qui sont les plus gros vendeurs et acheteurs d'armement. Quant au développement durable, il a considéré que ce ne sont pas les ressources financières qui manquent mais la volonté politique des maîtres du monde. Le Ministre a fait part de son optimisme malgré tout, et sa foi dans la lutte des peuples. Sur Cuba, que ni les blocus, ni les menaces, ni les ouragans, ni la sécheresse, ni aucune force humaine ou naturelle ne peuvent écarter de sa route, a-t-il expliqué, il n'a rien voulu dire de plus. La morale et les principes vaincront l'arrogance et la force, a-t-il conclu, en évoquant l'embargo auquel est soumis son pays.

M. LUIS ERNESTO DERBEZ, Ministre des affaires étrangères du Mexique, a jugé paradoxales les divisions, relevées par certains, au sein de la communauté internationale, à un moment où les nations, qui doivent toutes faire face aux mêmes menaces, devraient être plus unies que jamais. Ces menaces sont complexes, précisément parce qu'elles n'émanent d'aucun pays en particulier, mais affectent tout le monde, a-t-il estimé, citant l'extrême pauvreté, le terrorisme international, le crime organisé, les grandes épidémies, les armes de destruction massive et la détérioration de l'environnement. À propos de la réforme de l'ONU, il a estimé que si la rénovation du Conseil de sécurité piétine depuis 10 ans, c'est parce que le débat s'est concentré sur le nombre de sièges et a ignoré la question fondamentale de la nature du système de sécurité collective dont le monde d'aujourd'hui a besoin.

Il s'est prononcé pour une augmentation du nombre de membres élus et jugé que la création de nouveaux sièges permanents ne ferait qu'accroître la concentration dans la prise de décisions. M. Derbez a souhaité le renforcement du Conseil économique et social, qui devrait, selon lui, coordonner les efforts du FMI, de la Banque mondiale, de l'Organisation mondiale du commerce et du secteur privé en faveur du développement. Il a également jugé prioritaire de remédier aux « faiblesses » de la Commission des droits de l'homme. Il a enfin assuré que son pays soutenait le concept de la « responsabilité de protéger ». La souveraineté, a-t-il expliqué, implique de la part des États, une obligation de protection de leur population. Et quand ils ne la remplissent pas, la communauté internationale a le devoir, selon lui, de porter assistance aux populations victimes de graves violations des droits de l'homme. Il a estimé qu'à la lumière des récentes tragédies humanitaires, l'Assemblée générale devrait organiser un débat sur ce concept.

M. ABUBAKR AL-QIRBI, Ministre des affaires étrangères du Yémen, a tout d'abord réaffirmé la détermination de son pays à lutter contre l'extrémisme et le terrorisme dans le cadre établi par les Nations Unies et sous la conduite de l'Organisation. Il a par ailleurs estimé que le temps était venu pour Israël de reconnaître que sa stabilité ne serait pas assurée tant qu'il n'appliquerait pas la Feuille de route et les résolutions pertinentes des Nations Unies et ne retirerait pas ses troupes des territoires arabes occupés en Palestine, au Golan et dans les fermes de Chebaa. Il a en outre demandé au Conseil de sécurité d'assurer la sécurité physique du Président palestinien Yasser Arafat et de fournir une protection au peuple palestinien contre le terrorisme d'État sponsorisé par Israël.

Le Ministre yéménite a par ailleurs considéré que la violence actuelle en Iraq ainsi que les violations des droits de l'homme étaient le résultat d'une invasion. Il incombe aux Nations Unies de remplir leur rôle tel que mis en avant dans ses résolutions pertinentes en ce qui concerne l'aide à apporter à l'Iraq dans la restauration de la paix et de la stabilité, a-t-il souligné. Il a estimé que, compte tenu des circonstances, le Gouvernement intérimaire iraquien devait être soutenu. M. Al-Qirbi a indiqué que son pays appuyait tout effort arabe ou international qui pourrait aider l'Iraq à retrouver la sécurité pour aboutir à la paix, la stabilité et l'unité nationale.

M. KAREL DE GUCHT, Ministre des affaires étrangères du Royaume de Belgique, a déclaré que la région des Grands Lacs a besoin de l'engagement soutenu des Nations Unies pour trouver une solution définitive à un conflit qui a coûté la vie à des millions d'êtres humains. Le Ministre, qui a rappelé que son pays conduit la formation de près de 300 militaires dans le cadre d'un programme de « formation de formateurs » en République démocratique du Congo, a estimé que la restructuration et l'intégration de l'armée ainsi que la démobilisation des groupes armés et leur réinsertion dans la société y représentent des préalables indispensables. Il s'est également prononcé en faveur d'un mandat plus ciblé de la Mission d'observation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) et d'un renforcement de ses moyens. La Belgique, a-t-il annoncé, a décidé de contribuer aux moyens financiers et humains considérables que requerront les élections prévues en 2005, et apportera un soutien financier à l'organisation des élections au Burundi où l'évolution est, selon le Ministre, encourageante. M. de Gucht a également demandé que soient mutuellement respectées les frontières entre le Rwanda et la République démocratique du Congo, comme préalable à la normalisation des rapports entre les deux États. En outre, il a demandé la constitution sans délai d'une commission d'enquête internationale au Darfour.

Le Ministre belge des affaires étrangères a rappelé que son pays a alloué environ 17 millions d'euros au processus de reconstruction en Iraq et garantit le transport aérien du personnel de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) entre Amman et Bagdad. Il a demandé que la République populaire démocratique de Corée reprenne rapidement sa place au sein du régime de non-prolifération nucléaire. Il a également demandé que les autorités iraniennes collaborent pleinement avec l'AIEA et mettent fin à leurs activités liées à l'enrichissement de l'uranium. Enfin, le Ministre a estimé que des moyens militaires et de sécurité appropriés continueront d'être nécessaires pour lutter contre le terrorisme, mais qu'ils ne suffiront pas. Il a donc plaidé en faveur d'un dialogue engagé entre l'Occident et le monde arabe et musulman, avec les leaders politiques mais aussi religieux afin d'identifier les moyens indispensables pour dénier au terrorisme toute légitimité et raison d'être.

M. JESUS ARNALDO PEREZ, Ministre des affaires étrangères du Venezuela, a estimé que l'on se trouvait à une période cruciale de l'histoire, marquée par le soulèvement des peuples du monde contre l'économie néo-libérale et contre la guerre. Le monde que nous construisons est-il un monde démocratique, égalitaire et juste, ou bien un monde régi par la tyrannie du pouvoir économique et militaire? s'est-il interrogé. Selon lui, le peuple du Venezuela a répondu à cette question lors du référendum du mois dernier sur la présidence. Il a estimé que les manifestations massives contre l'Organisation mondiale du commerce, ainsi que les rassemblements contre la « guerre illégale » en Iraq constituaient « une rébellion mondiale aux proportions révolutionnaires ». « Allons-nous descendre dans la rue aux côtés de nos peuples ou allons-nous rester dans nos tours d'ivoire », a-t-il lancé aux membres de l'Assemblée générale. Il a constaté que l'Amérique latine, qu'il a qualifiée de « laboratoire du projet néo-libéral » et des politiques d'ajustement structurel « dévastatrices », avait également accueilli les premières manifestations de la rébellion contre le néo-libéralisme.

Citant le prix Nobel d'économie, Amartya Sen, M. Perez a affirmé que « la démocratie est le meilleur remède pour éliminer la faim ». Mais il a rejeté la « démocratie de marché ». Il a donné en exemple l'expérience de son pays, notamment dans le domaine agricole où l'on est passé, a-t-il assuré, de « l'aide alimentaire » à la « souveraineté alimentaire ». Il a annoncé que le Venezuela aspirait à rejoindre le Conseil économique et social pour la période 2005-2007, afin d'y promouvoir la « justice sociale ».

M. WLODZIMIERZ CIMOSZEWIC, Ministre des affaires étrangères de la Pologne, a estimé que la cinquante-neuvième session de l'Assemblée générale devrait s'intituler la session de la réforme et qu'elle doit jeter les bases d'une réflexion approfondie et consensuelle sur la pertinence et l'efficacité des Nations Unies. La réforme des Nations Unies est un exercice difficile, a dit avoir constaté le Ministre des affaires étrangères polonais, qui a imputé ce fait à la propension des uns et des autres à défendre leurs intérêts particuliers au détriment de l'Organisation. Rappelant que son pays avait présenté, il y a deux ans, un « Nouveau Pacte politique pour les Nations Unies », il s'est réjoui que la foi en un tel pacte soit largement partagé parmi les États Membres et, en particulier, le Secrétaire général.

Le Ministre a dit attendre avec intérêt les recommandations du Groupe de haut niveau du Secrétaire général tout en reconnaissant, par réalisme, que le Groupe ne peut fournir la « pierre philosophale » qui transformerait l'ONU en Organisation parfaite. Aucune solution magique n'existe dans

un monde marqué par tant d'intérêts divergents et de problèmes complexes, a prévenu le Ministre en estimant toutefois que le grand obstacle à la réforme est le manque de consensus politique. Appelant à ce consensus, il a souligné qu'une réforme ne peut être valable sans une réforme des organes de l'ONU, à savoir le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale et le Conseil économique et sociale. L'efficacité et la légitimité du Conseil, a-t-il dit en particulier, résident dans la réduction du fossé entre les mandats et leurs moyens d'application. Livrant aussi un plaidoyer sur la nécessité d'adapter les principes fondateurs de l'ONU aux réalités actuelles, le Ministre, évoquant le non recours à la force, a argué que lorsqu'un État ne peut ou ne veut protéger ses propres citoyens de violations flagrantes des droits fondamentaux, il incombe à la communauté internationale d'agir. Il a tout de même reconnu l'utilité d'un code de conduite dont l'élaboration doit s'accompagner d'une vraie analyse des défis auxquels la crédibilité de l'ONU est confrontée. Selon lui, cette crédibilité passe par un retour de l'Organisation en Iraq. L'ONU a été créée pour faire en sorte que la communauté internationale assure un meilleur avenir aux peuples du monde. « Oublions le mythe de la neutralité de l'ONU », a dit le Ministre en appelant l'Organisation à toujours se mettre du côté des valeurs fondamentales sur laquelle elle est fondée.

M. GEIR H. HAARDE, Ministre des finances et Ministre par intérim des affaires étrangères et du commerce extérieur de l'Islande, a estimé que le temps des réformes n'a certes pas pris fin, et que le 60^e anniversaire des Nations Unies offrira l'année prochaine l'occasion de mettre en œuvre certaines mesures attendues depuis longtemps pour rendre le système multilatéral plus performant. En particulier, l'Islande souhaite un Conseil de sécurité plus représentatif et estime que des pays comme l'Allemagne, l'Inde, le Japon et le Brésil devraient obtenir un siège permanent, de même que l'Afrique. Mais il est aussi important que les petits États aient le sentiment que leurs propres problèmes sont compris et pris en compte, a ajouté M. Haarde. C'est pourquoi l'Islande est candidate à un poste non permanent au Conseil pour les années 2009-2010, avec l'appui annoncé des pays nordiques. M. Haarde a rappelé que l'Islande a pris en charge le contrôle de l'aéroport de Kaboul dans le cadre de la Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan. Prête à soutenir les difficiles travaux à venir en Iraq, l'Islande insiste en outre sur la nécessité d'assurer la sécurité des missions de l'ONU, a ajouté le Ministre.

M. Haarde a salué l'initiative du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) comme un effort des États africains pour gérer et résoudre les conflits de leur continent. La mise en place d'un Conseil de paix et de sécurité au sein de l'Union africaine, les médiations africaines dans plusieurs conflits et les efforts des organisations africaines pour se doter des moyens d'opérations de soutien à la paix constituent des évolutions positives, a estimé le Ministre. L'Islande se félicite en outre du récent accord obtenu au sein de l'OMC, qui devrait permettre de conclure rapidement le cycle de Doha, a dit M. Haarde, pour qui il faut faire en sorte que la mondialisation bénéficie à tous les États. Le Ministre a par ailleurs exprimé son soutien à l'initiative du Secrétaire général pour que les États ratifient toutes les conventions relatives aux droits des citoyens ordinaires: il faut aussi veiller à ce que la lutte contre le terrorisme ne porte pas atteinte aux droits de l'homme et au droit humanitaire, a ajouté le Ministre, qui a salué le rôle primordial joué par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

M. PATRICIO ZUQUILANDA, Ministre des affaires étrangères de l'Équateur, a exhorté les Nations Unies à prendre des mesures destinées à réduire la « pression » qu'exerce le poids de la dette sur de nombreux pays, d'Amérique latine notamment. À cet égard, il a tenu à saluer l'intervention devant l'Assemblée générale de M. Jose Luis Rodriguez Zapatero, Premier Ministre espagnol, qui avait exprimé la solidarité de son pays à l'égard des nations d'Amérique latine ainsi que son engagement à soutenir la réduction de la dette. M. Zuquilanda a également rappelé que les subsides à l'exportation auxquels recouraient les États développés contribuaient à maintenir les pays en voie de développement dans la pauvreté et en conduisaient les populations à s'exiler, à la recherche d'un travail. Par ailleurs, le Ministre des affaires étrangères de l'Équateur a affirmé qu'il était primordial d'éradiquer les conflits dont pâtissaient actuellement tant de civils, eux aussi contraints à l'exil. S'il a rappelé l'engagement de son pays à lutter contre le terrorisme, il a tenu à souligner que la faim, la pauvreté, et le poids écrasant de la dette extérieure étaient autant de menaces à la sécurité mondiale. M. Zuquilanda a également indiqué que son pays soutenait la réforme actuelle des différents organes des Nations Unies, et qu'il fallait élargir le Conseil de sécurité afin de lui conférer une représentation géographique équilibrée.

M. JOAO BERNARDO DE MIRANDA, Ministre des relations extérieures de l'Angola, a rappelé que le nombre d'indigents dans le monde a augmenté depuis 1990 et affirmé que les restrictions imposées par les pays les plus riches au commerce international ont contribué à cette détérioration des conditions de vie des populations des pays soumis à des sanctions économiques, comme Cuba. Les mesures imposées par certaines institutions et certains États aux pays en développement ne correspondent pas à leurs vrais besoins, qui sont ceux d'un esprit de partenariat, et non de l'inégalité ou de la dépendance, a-t-il ajouté. L'enrichissement des pays du Nord s'est fait au prix de l'appauvrissement du tiers-monde et nos pays souffrent encore aujourd'hui des séquelles de ces politiques de domination, a affirmé le Ministre.

La paix, si longtemps recherchée, est enfin arrivée en Angola, a déclaré M. de Miranda, qui en a affirmé l'irréversibilité. Le pays est engagé sur la voie de la reconstruction nationale des infrastructures sociales et économiques détruites par des années de conflits, mais, à ce jour, il est seul dans son énorme tâche, a déploré le Ministre. La reconstruction du pays a besoin d'urgence d'un partenariat et d'un soutien substantiel comparable à celui apporté à d'autres pays en situation d'après-conflit, a-t-il plaidé. Le Ministre s'est dit préoccupé par l'instabilité qui prévaut en République démocratique du Congo (RDC), pays voisin, et a demandé que l'Union africaine et le Conseil de sécurité accordent une attention permanente à cette crise afin d'éviter un échec du processus de paix en cours. Il a jugé essentiel que tous les États voisins de la RDC renouvellent leur engagement à en respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale. Le Gouvernement de la RDC a besoin du soutien de la communauté internationale, a ajouté le Ministre, qui a déclaré que son pays y contribuerait, dans la mesure de ces moyens. M. de Miranda a par ailleurs demandé au Gouvernement du Soudan de coopérer loyalement avec l'Union africaine et le Conseil de sécurité pour ramener la paix au Darfour. Il s'est également interrogé sur les formes de lutte contre le terrorisme et de prévention de celui-ci. Sont-elles efficaces et le système actuel de sécurité collective permet-il d'y faire face? s'est-il demandé.

Droit de réponse

Le représentant d'Haïti a estimé que l'exposé de la situation politique en Haïti présenté ce matin devant l'Assemblée générale par le Premier Ministre de Saint-Vincent-et-les Grenadines ne reflétait pas la réalité de son pays. Il a déploré une « malencontreuse déclaration » sur « l'interruption du processus démocratique en Haïti » et a regretté « un mauvais procès d'intention » à propos d'une décision de la justice haïtienne qui, a-t-il souligné, agit en toute indépendance vis-à-vis de l'exécutif. Il a estimé que la déclaration du Premier Ministre de Saint-Vincent-et-les Grenadines pouvait nuire aux efforts de son Gouvernement pour la stabilisation politique et l'aide aux victimes de la récente catastrophe naturelle.

* * * * *